

Position de la CVX concernant la violation de la République Dominicaine de la dignité et des droits légitimes de citoyenneté et l'injustice éhontée contre les Dominicains d'origine Haïtienne

« Nous devons être impliqués en politique, parce que la politique est l'une des plus hautes formes de la charité, car elle recherche le bien commun. Et les personnes laïques chrétiennes doivent travailler en politique... Il est facile de dire : 'c'est ainsi, et c'est la faute d'untel'. Mais moi, qu'est-ce que je fais ? c'est un devoir ! Travailler pour le bien commun est un devoir chrétien ! Et souvent, le moyen, c'est la politique. »

Discours du Pape François pour les étudiants et les anciens élèves des écoles jésuites – le 7 juin 2013

La Communauté de Vie Chrétienne, CVX, est une association internationale publique de fidèles, appartenant à l'Eglise Catholique, et présente dans 65 pays à travers le monde, soutient sa vocation et sa mission dans le monde par sa profonde reconnaissance d'un Dieu qui agit dans nos réalités les plus douloureuses, et parmi les cris les plus urgents. « Inséré parmi les pauvres et partageant avec eux leur condition, Jésus nous invite à nous donner continuellement à Dieu et à instaurer l'unité au sein de notre famille humaine » (Principe Général N°1). Notre communauté maintient sa tradition dans la spiritualité ignatienne, et fait un choix définitif et authentique en étant « particulièrement conscients du besoin urgent de travailler pour la justice par une option préférentielle pour les pauvres, et un style de vie simple qui exprime notre liberté et notre solidarité avec eux » (Principe Général N°4).

En outre, comme Communauté Mondiale de Vie Chrétienne, nous avons tenu récemment notre Assemblée Mondiale à Beyrouth, Liban (Juillet-Août 2013), où nous avons eu un appel spécifique à travailler aux frontières les plus urgentes de notre monde. Nous aspirons particulièrement à changer les structures d'oppression en y contribuant par notre propre identité et en collaboration avec des hommes et des femmes de bonne volonté, des organisations sœurs dans l'Eglise, et d'autres organisations de même opinion, avec lesquelles nous sentons le besoin de travailler ensemble pour répondre aux grands défis de ce monde.

L'une des frontières identifiées et assumées par notre Communauté mondiale est « la Mondialisation et la pauvreté », où nous espérons « établir et développer des réseaux pour partager des expériences et prendre des mesures » (Assemblée Mondiale au Liban, N°12). A cette frontière, nous réalisons le besoin de prendre une position ferme et décisive de solidarité totale avec l'indignation et la douleur profonde de milliers de personnes du peuple Dominicain, fils et filles de citoyens de Haïti ou d'autre pays qui sont en danger de se voir refuser les droits de nationalité par les responsables du pays. Se basant sur un document rédigé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (1^{er} octobre 2013), cela pourrait s'appliquer à des individus d'origine haïtienne qui ont été reconnus comme Dominicains, depuis la date éloignée de 1929. Selon la nouvelle Constitution de 2010 de la République Dominicaine, la citoyenneté ne serait accordée qu'aux personnes nées sur le territoire Dominicain, ayant des liens de sang avec un parent au moins, ou à ceux dont les parents étrangers étaient légalement résidents en République Dominicaine.

Dans ce même document des Nations Unies, les fonctionnaires Dominicains bénéficient d'une année pour établir la liste de toutes les personnes qui pourraient perdre leurs droits légitimes à la nationalité. Cette décision pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour les gens d'origine Haïtienne en République Dominicaine. Ils sont mis dans une situation d'extrême vulnérabilité, car ils pourraient perdre leurs droits à la nationalité, et même l'accès aux services de base, en plus de la condition terrible qu'ils affrontent déjà.



Suite à nos principes de Plaidoyer Sociopolitique, qui appellent à une présence certaine et durable auprès des victimes qui souffrent de situations injustes dans nos communautés locales et nationales, nous – en tant que CVX – visons à établir des partenariats avec nos frères dans la Compagnie de Jésus, l’Eglise Catholique, et d’autres organisations similaires, et nous assumons la responsabilité de faire entendre notre voix : nous rejetons complètement la violation des droits et de la dignité dont souffrent les personnes les plus vulnérables dans notre pays, la République Dominicaine.

Nous prenons cette position avec détermination en tant de CVX de l’Amérique Latine, et suivant une approche susmentionnée, nous la confirmons dans notre plaidoyer international et notre coordination de réseau apostolique. Ensemble, nous nous tenons auprès de notre Communauté Nationale de Vie Chrétienne en République Dominicaine et de son implication dans la campagne organisée conjointement avec le Centre Bono de la Compagnie de Jésus et d’autres, avec qui nous partageons une profonde relation de travail dans ce pays.

Nous sommes conscients que cette situation est pénible pour nos frères et sœurs de la CVX en République Dominicaine, parce que « si un membre souffre, tous les membres souffrent aussi avec lui » (1Cor 12, 26). Pour cette raison, et basés sur la fraternité qui unit toute la CVX de l’Amérique Latine, nous demandons que toutes les chaines de communications appropriées soient facilement disponibles afin de promouvoir cette initiative louable. Nous étendons aussi cette invitation à la CVX dans le monde entier.

En tant que CVX, nous respectons pleinement la souveraineté de chaque Etat. Cependant, lorsque nous sommes confrontés à des actions telle que la résolution du numéro TC/0168/13 émis le 13 septembre en République Dominicaine, qui viole les droits acquis et la dignité de personnes, nous sommes appelés à répondre aux cris de notre Communauté nationale en République Dominicaine et des réseaux dont elle fait partie. Ainsi, nous soutenons leur travail en vue d’une société accueillante – non rejetante – qui favorise le respect et la diversité, et lutte contre la légitimation des intérêts xénophobes, cherchant à construire le Royaume de Dieu.

Nous invitons notre Communauté Mondiale de Vie Chrétienne à suivre de près la situation, à répondre avec solidarité aux appels de la CVX en République Dominicaine et de la région de l’Amérique Latine, de sorte à diffuser cette information. Soyons unis dans la force transformatrice de la contemplation dans l’action pour répondre prophétiquement à des situations pareilles à celle-ci, partout dans le monde où l’on fait appel à notre solidarité.

Le 23 octobre 2013

Mauricio López Oropeza
Coordinateur International
des initiatives apostoliques
et de plaidoyer de la CVX

Miguel Collado
CVC Amérique Latine
Personne Contact

Christian Ubilla
CVC Amérique Latine
Communications

Rafael Madera
CVX République
Dominicaine
Personne Contact pour le
plaidoyer